

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
17 rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 11/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COVED (PAPREC)

« La Tournelle »
89340 Champigny

Références : 250509
Code AIOT : 0024900044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement COVED (PAPREC), implanté au lieu-dit « La Tournelle » - 89340 Champigny. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVED (PAPREC)
- Lieu-dit « La Tournelle » - 89340 Champigny
- Code AIOT : 0024900044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation inspectée est une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND). Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 29/12/2011 et arrêté complémentaire du 02/08/2016.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 4.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Réseau de contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 4.2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Étanchéité et alarme du bassin lixiviats	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 4.4.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
13	Contrôle drains lixiviats	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 4.2.1.4	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 12	Sans objet
2	Tonnage autorisé	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 1.2.1	Sans objet
3	Admission déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 27	Sans objet
4	Registre des plaintes	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.4.1.2	Sans objet
5	Propreté	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.9.1	Sans objet
7	Suivi des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 8.3.3.2	Sans objet
8	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24	Sans objet
10	Suivi des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 54	Sans objet
12	Clôture du bassin lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11	Sans objet
14	Registre lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 54	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est apparu propre et bien entretenu le jour de l'inspection. Le suivi documentaire est réalisé avec sérieux et les réponses apportées par l'exploitant ont été satisfaisantes. Des écarts sont néanmoins relevés et doivent faire l'objet d'actions dans les plus brefs délais :

- rendre opérationnel le piézomètre amont,
- compléter le plan des réseaux,
- équiper le bassin des lixiviats d'une nouvelle alarme,
- contrôler par vidéosurveillance le réseau de collecte des lixiviats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 12
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.6. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1 ^{er} février 1996 modifié.
Constats : Dans le cadre du renouvellement des garanties financières du site, l'exploitant a fourni un acte de cautionnement valable du 31 mai 2025 au 31 décembre 2026. Ce document n'appelle pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Tonnage autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Tonnage autorisé
Prescription contrôlée : Les tonnages maximums autorisés au titre de la rubrique 2760-2 sont de : <ul style="list-style-type: none">- 40 000 t en 2011,- 45 000 t en 2012,- 50 000 t en 2013 et les années suivantes,- ce tonnage pourra être porté à 60 000 t par an en 2014 et les années suivantes sous réserve d'une délibération favorable préalable du conseil municipal de la commune de Champigny-sur-Yonne.
Constats : Le tonnage maximum autorisé depuis 2013 est de 50 000 t/an, la possibilité d'augmentation à 60 000 t/an n'ayant pas été mise en œuvre.

<p>L'exploitant a complété sa déclaration GERE (Gestion Électronique du Registre des Émissions Polluantes) pour l'année 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - capacité restante ISDND : 157 500 m³, - quantité totale admise de déchets non dangereux non inertes pour élimination (code D5) : 41 925 tonnes (47 138 tonnes pour 2023). <p>À fin septembre 2025, 32 255 tonnes de déchets ont été acceptées pour élimination. Les quantités de déchets admis ne dépassent pas le tonnage maximum autorisé.</p> <p>L'exploitant déclare également l'admission de déchets inertes et de déchets non dangereux pour valorisation (code R5) : 32 891 tonnes en 2024 (44 271 tonnes pour 2023). Ces déchets sont réceptionnés pour les travaux de réaménagement et couvertures intermédiaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Admission déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Admission déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour être admis dans une installation de stockage les déchets satisfont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la procédure d'information préalable visée à l'article 28 ou à la procédure d'acceptation préalable visée à l'article 29 ; - à la transmission par le producteur ou le détenteur des déchets, des documents prévus à l'article R. 541-48-4 du Code de l'environnement permettant de justifier du respect des obligations du producteur des déchets. Cette transmission ne concerne pas les déchets listés au III de l'article R. 541-48-4 ; - au contrôle à l'arrivée sur le site visé à l'article 30. <p>Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est interrogé sur la traçabilité des boues codifiées [191304] et dont environ 9 000 tonnes ont été acceptées sur site en 2024 (déclaration GERE) pour valorisation (code R5). L'exploitant indique que ces déchets, issus de la décontamination de terres (producteur SOLVALOR Marne), sont utilisés pour le recouvrement hebdomadaire ou journalier (selon période de l'année) des déchets.</p> <p>Les documents relatifs à la procédure d'acceptation préalable sont consultés, notamment les résultats d'analyse qui apparaissent conformes aux critères d'admission en ISDND.</p> <p>L'inspection constate néanmoins des incohérences sur le document d'acceptation quant à la procédure d'enregistrement (case « remblai inerte » cochée) et sur les dates de signature du certificat. La procédure d'acceptation préalable apparaît néanmoins respectée et ces écarts ne sont pas relevés sur la procédure d'acceptation mise en place pour le même déchet en 2025.</p> <p>Observation : l'exploitant doit être vigilant sur le bon remplissage des documents.</p>

Le suivi de ces apports montre qu'ils s'effectuent par lot sur une à deux journées. Le déchargement s'effectue directement sur le casier en cours d'exploitation et un échantillon est prélevé pour analyse de contrôle.

Les analyses fournies pour les 6 lots reçus en 2024 sont conformes aux critères d'admission en ISDND et l'utilisation de ces déchets non dangereux non inertes pour recouvrement respecte l'article 33 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Registre des plaintes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.4.1.2

Thème(s) : Autre, Registre des plaintes

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un registre des plaintes sur lequel il consigne toute réclamation. Il y précise *a minima* l'objet, l'origine, la description de la réclamation, le cas échéant les conditions météorologiques, ainsi que les suites données.

Constats :

L'exploitant tient à jour un suivi de registre des plaintes. 35 plaintes sont enregistrées sur 2025 (jusqu'au 30/09/2025) et concernent des problèmes d'odeurs principalement liés au biogaz. Elles concernent 4 plaignants.

Le registre présenté comprend les différentes informations demandées par l'arrêté préfectoral.

Observation : il est préconisé de détailler les suites données, les actions mises en œuvre manquant parfois de précision.

Des plaintes interviennent notamment lors des travaux de fermeture du casier D2-5 de fin mars à mai. L'exploitant indique que le captage du biogaz n'est pas optimal lors de ces opérations et peut expliquer un ressenti plus important des odeurs. L'étude odeurs de 2025 met en évidence une augmentation du niveau d'odeur du biogaz, ce qui confirme la nécessité d'être particulièrement vigilant en assurant un captage le plus efficace possible et en limitant la durée des opérations les plus sensibles.

Une plainte relative aux lixiviats est identifiée en juillet. Le bassin a été entièrement nettoyé début août.

Un autre évènement est intervenu en août et concerne la panne de la torchère, évènement qui ne s'était jamais produit sur le site. Le dysfonctionnement est constaté le 18/08 et une plainte odeurs est enregistrée le 19/08. Un diagnostic à distance du fournisseur conclut à la nécessité de remplacer le moteur, mais le nouveau moteur livré le lendemain ne correspond pas. L'ancien moteur est alors remonté et le problème semble finalement lié à une panne du variateur. Après différentes opérations de réparation et de contrôle les jours suivants, un retour à la normale est enregistré le 28/08.

Cet évènement a fait l'objet d'une analyse des causes et d'un plan d'action détaillé (éléments transmis à l'inspection). La commune et les membres de la CSS ont été informés de la panne le 20/08 et de la reprise normale de l'aspiration le 28/08.

L'exploitant dispose dorénavant d'un moteur de secours en stock si un tel évènement venait à se reproduire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, des filets anti-envols sont mis en place en tant que de besoin.
Constats : Le jour de l'inspection, le site est apparu propre et entretenu. Des filets anti-envols sont disposés le long de la piste menant à la zone de stockage (60 ml) et en bordure du casier en cours d'exploitation (170 ml). Un ramassage hebdomadaire des envols de déchets est réalisé par une entreprise extérieure en bordure du site et le long de la route d'accès (sur l'itinéraire obligatoire). Un ramassage mensuel est également effectué dans le boisement qui borde le site. Ces opérations sont tracées dans des fiches d'intervention avec photos. Celles de la semaine 43 (route) et d'octobre 2025 (bois) ont été consultées. Ce ramassage représente un volume horaire de 2 298 h pour l'année 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux est un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),- les secteurs collectés et les réseaux associés,- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Un plan des réseaux, mis à jour en septembre 2025, est fourni par l'exploitant. Certains éléments sont manquants vis-à-vis des attendus de l'arrêté ministériel (non-conformité) : points de contrôle,

points de rejet, pompes et vannes, dispositif de traitement des eaux usées sanitaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Améliorer la lisibilité du plan vis-à-vis des circulations d'eaux (notamment les eaux de ruissellement) et le compléter notamment par : le compteur de réinjection des lixiviats, les différentes pompes et vannes, les points de contrôle (dont piézomètres), le traitement des eaux usées sanitaires, le rejet des eaux de ruissellement et son milieu récepteur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Suivi des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 8.3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre : - une analyse du pH et de la conductivité des eaux du bassin des eaux internes est réalisée quotidiennement et avant rejet dans le milieu naturel. En cas d'anomalie la totalité des paramètres mentionnés au chapitre 4 est analysée ; - l'exploitant procède à des analyses de la qualité des eaux de ruissellements internes. Ces analyses portent sur la totalité des paramètres définis au chapitre 4 du présent arrêté préfectoral. La fréquence de ces analyses est trimestrielle pendant la période d'exploitation et semestrielle pendant la période de suivi.
Constats : Les eaux de ruissellement du site sont collectées dans un bassin de 3 500 m ³ . Ces eaux font l'objet d'analyses trimestrielles. Les deux dernières campagnes de mars et juin 2025 sont étudiées lors de l'inspection. Tous les résultats sont conformes aux valeurs seuils définies à l'article 4.4.7.2 de l'arrêté préfectoral. Le rejet de ces eaux s'effectue dans un fossé par bâchées. Lors de ces campagnes de rejet, un suivi journalier du pH et de la conductivité est réalisé. Les valeurs enregistrées en 2025 respectent les limites définies par l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, <i>a minima</i> tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :

- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO₂, NO₃, NH₄, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;
- paramètres biologiques : DBO₅ ;
- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;
- autres paramètres : hauteur d'eau.

Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.

Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.

En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.

Constats :

Les deux dernières campagnes semestrielles d'analyse des eaux souterraines sont consultées lors de l'inspection. Les prélèvements ont eu lieu le 06/01/2025 et le 26/06/2025.

Observation : l'exploitant vérifiera que ces dates de prélèvement sont représentatives des périodes de hautes eaux et de basses eaux.

Les eaux du piézomètre amont PZ 6 n'ont pas pu être prélevées lors de ces campagnes (voir point de contrôle suivant). À noter que les prélèvements sur ce piézomètre ont bien eu lieu lors de la campagne précédente de juin 2024.

Pour les piézomètres aval PZ 3 et 5, les différents paramètres réglementaires ont été analysés. Seule l'analyse des sulfates n'apparaît pas pour la campagne de janvier. Pour cette même campagne, la somme des métaux ne correspond pas à celle demandée (mais les métaux listés sont bien analysés individuellement). Ces écarts ne sont pas relevés sur la campagne de juin.

Observation : l'exploitant doit veiller à bien vérifier la complétude des paramètres analysés.

Les cotes piézométriques (m NGF) demandées à l'article 8.3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 29/12/2011 n'apparaissent pas dans les rapports d'analyse mais sont reportées dans le rapport annuel d'exploitation.

L'évolution temporelle de certains paramètres (conductivité et DCO) est étudiée dans ce rapport annuel d'exploitation. À ce titre, le rapport 2024 conclut à l'absence d'impact sur la nappe.

Une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma a été réalisée sur les piézomètres PZ 3, 5 et 6 en 2023 (prélèvement du 26/09/2023). Les résultats ne mettent pas en évidence la présence de substances radioactives dans la nappe, aussi bien en amont qu'en aval (valeurs inférieures aux

limites de détection).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Réseau de contrôle des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de contrôle des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de contrôle est au minimum constitué par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 piézomètre amont PZ 6, - 2 piézomètres aval dans la nappe de la craie : PZ 3 et PZ 5, répartis de manière homogène, - 1 piézomètre qui surveille l'absence de nappe perchée en aval du site : PZ 2. <p>Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadénassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.</p> <p>Tout piézomètre non utilisé doit être rebouché de manière étanche, afin d'éviter l'éventuel transfert à travers celui-ci d'eau entre des aquifères superposés.</p> <p>En cas de dysfonctionnement d'un piézomètre ou d'ensablement (hormis pour PZ2), il doit être remplacé sous un délai de 18 mois par un éventuel équipement.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant le PZ 2, l'exploitant indique que son suivi n'a jamais mis en évidence la présence d'une nappe perchée. Il est indiqué comme « sec » depuis le début de l'année dans le tableau suivi mensuel 2025.</p> <p>Les trois autres piézomètres sont destinés à surveiller la qualité des eaux souterraines en amont (PZ6) et en aval du site (PZ 3 et 5).</p> <p>L'étude des analyses 2025 a mis en évidence l'absence de suivi sur le piézomètre amont PZ6 qui est indiqué comme « vide » depuis le début de l'année dans le tableau suivi mensuel 2025.</p> <p>Suite à l'impossibilité de prélever lors de la seconde campagne de suivi (juin 2025), l'exploitant a ouvert une fiche évènement (document transmis à l'inspection). Une inspection caméra a été réalisée le 16 octobre et a mis en évidence la présence d'éléments (sangle) obstruant le tube. L'exploitant a prévu avant la fin du mois d'octobre de déboucher le piézomètre et de réaliser une nouvelle inspection caméra.</p> <p>Le dysfonctionnement de ce piézomètre altère le réseau global de surveillance et constitue une non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Garantir la fonctionnalité d'un piézomètre amont avec la possibilité de prélever en basses et hautes eaux. L'exploitant transmettra, sous 1 mois, un bilan des opérations menées sur le piézomètre existant. Si les résultats ne sont pas satisfaisants, un nouvel équipement devra être aménagé dans un délai maximal de 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Suivi des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 54

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des lixiviats

Prescription contrôlée :

II. - Lorsqu'un casier est exploité en mode bioréacteur, la composition physico-chimique des lixiviats réinjectés est contrôlée tous les trois mois. Dans ce cadre, les paramètres suivants sont analysés : pH, DCO, DBO₅, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres et phénols.

Constats :

L'inspection a consulté les deux derniers rapports d'analyse correspondant aux prélèvements des 26/03/2025 et 26/06/2025. Tous les paramètres réglementaires sont bien analysés.

La déclaration GERE de 2024 mentionne la sortie de 383 tonnes de lixiviats vers la station d'épuration de Presles-en-Brie. L'arrêté préfectoral du 29/12/2011 relatif au site de Champigny prévoit, pour les rejets en station d'épuration, le respect de valeurs limites prévues par une convention et la réalisation d'une étude de traitabilité pour définir ces limites.

L'exploitant a fourni à l'inspection l'étude de traitabilité réalisée en mai 2020.

Une convention signée en mai 2020 entre COVED et l'exploitant de la station d'épuration (SUEZ) encadre l'apport et le traitement des lixiviats de Champigny. La durée initiale de cette convention était de 5 ans mais un avenant signé le 14/04/2025 a prolongé cette convention jusqu'au 30/06/2026.

La consultation d'un rapport d'analyse des lixiviats de mars 2024 (avant envoi en station) montre des valeurs conformes aux limites fixées par la convention. Par mail du 23/10/2024 adressé à COVED, l'exploitant de la station d'épuration indique que les « lixiviats de Champigny n'ont pas d'impact néfaste au fonctionnement de la step ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Étanchéité et alarme du bassin lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 4.4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Étanchéité et alarme du bassin lixiviats

Prescription contrôlée :

[...]

L'installation comporte un bassin de stockage des lixiviats d'un volume de 3 200 m³, équipé d'aérateurs. Un second bassin principal pourra être aménagé en cas de besoin afin de porter la capacité de stockage à 5 000 m³. Un bassin de secours d'une capacité minimale de 700 m³ est aménagé pour pouvoir recueillir les eaux résiduelles du bassin principal lors des opérations de curage.

Le curage des bassins est effectué annuellement. Un contrôle de l'état des membranes d'étanchéité du ou des bassins est réalisée à cette occasion.

[...]

L'évacuation des lixiviats est organisée de manière à éviter le débordement du bassin. Un dispositif d'alarme par point haut est mis en place dans ce même objectif. Cette alarme doit s'enclencher dans un délai permettant à l'exploitant de procéder à l'évacuation des lixiviats pour éviter le débordement.

Les lixiviats s'écoulent par gravité depuis le fond des casiers jusqu'à un poste de relevage équipé de clapets anti-retour. Ils sont ensuite repris par des pompes immergées munies d'un flotteur déclenchant automatiquement la pompe lorsque le niveau de lixiviats atteint une valeur seuil. Les pompes sont reliées à un réseau de canalisations de transport menant au bassin de stockage des lixiviats.

Constats :

L'installation dispose d'un bassin unique de 3 200 m³ pour le stockage des lixiviats.

Ce bassin a fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité par géophysique électrique le 06/03/2024. Le rapport d'intervention, daté du 09/04/2024, indique que l'étanchéité du bassin est assurée.

Un curage du bassin a été réalisé en août 2025. L'exploitant indique qu'un contrôle de la bâche est réalisé lors de cette opération mais ne fait pas l'objet d'un compte-rendu.

Observation : il convient de définir une procédure de contrôle des membranes lors de ces opérations de curage et d'assurer une traçabilité.

L'exploitant indique que les bassins du site (lixiviats, perméats et eaux de ruissellement) font l'objet d'un contrôle visuel journalier et d'un contrôle mensuel des niveaux. Le contrôle des niveaux est effectué jusqu'à un repère qui inclut une marge de sécurité de 30 cm pour prévenir le risque de débordement. Le tableau de suivi 2024/2025 est consulté lors de l'inspection.

Le bassin des lixiviats est équipé d'une alarme "anti-débordement" dont le fonctionnement n'est pas opérationnel (**non-conformité**). L'exploitant indique qu'une réflexion est en cours pour la mise en place d'un nouveau dispositif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre en place une nouvelle alarme sur le bassin des lixiviats pour éviter tout risque de débordement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Clôture du bassin lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Clôture du bassin lixiviats

Prescription contrôlée :

La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre. L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants

- une bouée ;

<ul style="list-style-type: none"> - une échelle par bassin ; - une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.
<p>Constats :</p> <p>Le bassin de stockage des lixiviats est clôturé sur toute sa périphérie. Il est équipé de deux échelles, d'une bouée et d'une signalisation du risque de noyade.</p> <p>Pour les interventions en bordure de bassin, l'exploitant indique que les consignes de sécurité prévoient d'être à deux ou, pour une personne seule, de porter obligatoirement un gilet de sauvetage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Contrôle drains lixiviats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 4.2.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle drains lixiviats</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La charge hydraulique est préférentiellement limitée à 30 cm pour chaque casier. Dans tous les cas, elle est inférieure à l'épaisseur de la couche drainante. L'exploitant contrôle le respect de cette charge pour chaque puits au moins mensuellement et après chaque épisode pluvieux important.</p> <p>Le réseau de collecte des drains et de l'ensemble des canalisations de récupération des lixiviats fait l'objet d'un contrôle par vidéo surveillance avant la mise en service du casier puis au moins tous les 5 ans et après chaque incident.</p>
<p>Constats :</p> <p>La charge hydraulique dans les puits fait l'objet d'un suivi mensuel. Les données sont reportées dans un tableau de suivi consulté lors de l'inspection. Aucun dépassement de 30 cm n'est enregistré en 2024 et 2025.</p> <p>Le réseau de collecte des lixiviats n'a pas fait l'objet d'un contrôle par vidéosurveillance (non-conformité).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Veiller à bien contrôler et tracer le respect de la charge hydraulique après chaque épisode pluvieux important.</p> <p>Réaliser un contrôle par vidéosurveillance du réseau de collecte des lixiviats. Il est attendu, sous deux mois, la réalisation d'un contrôle des réseaux du nouveau casier D3-4 et l'établissement d'un programme de contrôle pour les autres réseaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 54
Thème(s) : Risques chroniques, Registre lixiviats
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant d'une installation gérée en mode bioréacteur tient à jour un registre sur lequel il reporte de manière hebdomadaire, outre les informations précisées à l'article 22, les volumes de lixiviats réinjectés dans le massif de déchets et un suivi des déchets réceptionnés dans le casier afin d'évaluer l'état hydrique du casier. Article 22 de l'AM du 15/02/2016 : II. - L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois : <ul style="list-style-type: none">- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;- les quantités d'effluents rejetés ;- dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés. Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. III. - Les données météorologiques sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Elles comportent la pluviométrie, la température, l'ensoleillement, l'évaporation, l'humidité relative de l'air et la direction et force des vents. Ces données météorologiques, à défaut d'instrumentation sur site, sont recherchées auprès de la station météorologique locale la plus représentative du site. Constats : L'exploitant a fourni un tableau de suivi mensuel des hauteurs de lixiviats dans les puits et dans le bassin de collecte. Il dispose d'un compte pour récupérer les données météorologiques mensuelles auprès de Météo-France. Lors des périodes de réinjection des lixiviats dans le massif de déchets, un suivi journalier des volumes est réalisé (conformément à l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 02/08/2016). L'humidité est estimée en fonction des déchets apportés. Concernant l'évacuation de lixiviats en dehors du site (vers l'ISDND de St-Florentin et la STEP de Presles-en-Brie), il s'agit de volumes relativement faibles qui font l'objet d'une traçabilité dans le registre de pesée et dans le suivi des indicateurs du site. Type de suites proposées : Sans suite